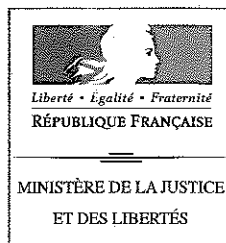


Paris, le 31 JAN. 2012



DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRÂCES

**Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Libertés**

SOUS-DIRECTION DE LA JUSTICE PÉNALE GÉNÉRALE

à

Bureau de la politique d'action publique générale

**Mesdames et Messieurs les procureurs généraux
près les cours d'appel
et Monsieur le procureur de la République
près le tribunal supérieur d'appel**

Dossier suivi par :
Mme Audrey QUEY
LD : 01 70 69 13 26
C : A. Q / (cg)

OBJET : Dépêche relative à la circulaire du 18 janvier 2012 du ministre de l'intérieur intitulée «Stratégie en matière de lutte contre la délinquance pour l'année 2012».

N/REF : CRIM-AP N° 12-6-B27.

PJ : 1.

Mon attention a été appelée sur la circulaire du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2012, relative à la stratégie en matière de lutte contre la délinquance pour l'année 2012, que je vous adresse en pièce jointe.

Cette circulaire n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable avec le ministère de la justice et des libertés.

Toutefois son contenu, d'une part, s'inscrit dans le prolongement de certains développements de la circulaire signée conjointement par nos ministères respectifs le 1er février 2011 et relative à la lutte contre la récidive et la multi-réitération, d'autre part, reprend certains objectifs prioritaires de la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, en date du 15 février 2011, relative aux instructions générales de politique pénale.

Ainsi, le ministre de l'intérieur donne pour priorités aux forces de police et de gendarmerie, « la lutte contre les atteintes volontaires à l'intégrité physique de nature crapuleuse », « la lutte contre l'économie souterraine », mais également la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme. Cette circulaire rappelle en outre que la sécurité doit être fondée sur un partenariat avec l'ensemble des acteurs.

./

Le développement consacré à la lutte contre l'immigration irrégulière ne paraît concerner que l'éloignement des étrangers en situation irrégulière

Si les priorités définies par le ministre de l'intérieur sont, pour la plupart, communes à celles du ministère de la justice et des libertés, elles ne sauraient néanmoins avoir pour effet de limiter les effets des politiques pénales que vous êtes amenés à mettre en œuvre, dans le cadre défini par les instructions générales émanant de ce dernier.

Ainsi, la lutte contre les atteintes volontaires à l'intégrité physique ne saurait se limiter aux infractions ayant un mobile crapuleux.

En outre, il m'a semblé nécessaire d'appeler votre attention sur certains points évoqués dans cette circulaire, qui méritent les précisions suivantes.

1. Sur la délinquance des mineurs

Si la lutte contre la délinquance des mineurs constitue en effet un objectif prioritaire du ministère de la justice, j'appelle votre attention sur le fait que les informations échangées lors des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) doivent conserver un caractère général. Ainsi, ces conseils ne peuvent avoir pour objectif d'aboutir à l'identification des familles en difficulté. Conformément à ce qui était indiqué dans la circulaire conjointe du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur du 8 juillet 2011 relative aux orientations pour la prévention de la délinquance, des informations nominatives ne peuvent être échangées, dans le cadre de l'article 8 de la loi du 5 mars 2007, qu'entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général.

2. Sur le dispositif de participation citoyenne

S'agissant de la participation citoyenne, je souhaite vous rappeler les termes de ma dépêche du 3 novembre 2011 relative à ce dispositif, précisant que si les actions de prévention et de sensibilisation pour lutter contre les cambriolages apparaissent particulièrement utiles, ce dispositif de participation citoyenne n'était quant à lui défini par aucun cadre légal. Les procureurs de la République n'avaient donc pas vocation à être signataires des protocoles relatifs à la mise en place de ces dispositifs, mais devaient en revanche rester particulièrement vigilants et exercer un contrôle sur la légalité du dispositif envisagé.

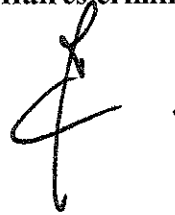
3. Sur l'exécution des peines

Concernant l'exécution des peines, je vous rappelle les termes de la circulaire du ministère de la justice et des libertés du 2 novembre 2011 consacrée à l'exécution des peines d'emprisonnement ferme. Je vous indiquais en effet que l'exécution des peines relevait de la compétence exclusive du ministère public, ainsi que l'affirme expressément l'article 707-1 du code de procédure pénale.

Il était également rappelé, dans le prolongement de la circulaire du 1er février 2011 précédemment évoquée, que les extraits des minutes pour écrou devaient être ramenés à exécution, mais également les décisions notifiées, dans un délai de deux mois. Ce n'est que dans le cadre de ce délai et de cette étendue de l'action des services de police et de gendarmerie en la matière, que la concertation au sein de l'état-major départemental de sécurité permettra la mise en œuvre des priorités de lutte contre la délinquance arrêtées au plan local, sous l'autorité conjointe du procureur de la République et du préfet.

Je vous informe enfin que des instructions générales de politique pénale vous parviendront très prochainement.

La Directrice des affaires criminelles et des grâces,



Maryvonne CAILLIBOTTE